

## Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs

### Témoignages des pionniers des relations franco-québécoises

26 avril 2016

Délégation générale du Québec à Paris

Intervieweur : Gilbert Pilleul

Interviewé : Pierre-André Wiltzer

	Première partie
00:00:03	<p>Gilbert Pilleul : Bien alors dans le cadre des entretiens prévus et organisés par la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs, nous sommes aujourd'hui le 26 avril, mardi 26 avril, 2016 et donc nous avons un entretien qui va être enregistré tout de suite. Et donc je tiens tout d'abord à dire à Pierre-André Wiltzer, qui est ici présent, je voudrais d'abord lui dire que je suis très heureux de cet entretien et très honoré, et donc avant de lui donner la parole et de lui dire de se présenter, j'aurais juste voulu dire un mot pour dire que je suis moi-même co-président de la Commission franco-québécoise et que à ce titre donc je vais faire cet entretien avec Pierre-André Wiltzer qui d'ailleurs a été, il va nous le dire, lui-même président de cette Commission et il va évoquer toutes ses activités en tant que ancien ministre et député. Voilà. Merci Pierre-André Wiltzer et je vous cède la parole.</p>
00:01:14	<p>Pierre-André Wiltzer : Merci beaucoup Gilbert Pilleul de cet accueil. Oui effectivement je vous ai précédé dans les fonctions que vous occupez actuellement à la présidence de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs et pour moi c'était dans la suite d'une longue carrière si j'ose dire, de militant, de militant de la relation franco-québécoise et d'attachement au Québec, à son histoire et à son identité, etc. À travers toutes sortes de fonctions diverses, ça a commencé dans ma jeunesse, ça s'est continué jusqu'à maintenant.</p>
00:01:57	<p>G.P. : Voilà, voilà. Alors puisqu'on va entrer sur le vif du sujet, je voudrais vous poser une première question : qu'est ce qui dans votre enfance, votre jeunesse, vous a conduit à avoir une certaine sensibilité pour le Québec ?</p>

00:02:13	P.-A. W. : Effectivement c'est une affaire de jeunesse. Quand j'étais jeune, j'aimais beaucoup l'histoire, l'histoire de France, mais notamment la partie de l'histoire de France qui relate les épopées, les grandes aventures françaises dans le monde. Et on a, dans ce cas-là on découvre assez vite la grande aventure de la Nouvelle-France. Les découvreurs, Jacques Cartier, etc. Et puis les débuts de la Nouvelle-France et il se trouve que j'étais peut-être sensibilisé particulièrement à cette histoire, parce que j'habitais à l'époque Troyes; Troyes, une ville où la mémoire liée à Marguerite Bourgeoys, Jeanne Mance, etc., qui a des attaches locales, était très vive. Et j'ajoute que dans ce contexte, quand j'étais quand même encore très jeune, je devais avoir l'âge du bac, le nouveau et jeune maire de Montréal Jean Drapeau, c'était dans les années 60, début des années 60, est venu en voyage officiel à Troyes et je l'ai rencontré à cette occasion chez mes parents d'ailleurs et ça a été un élément qui a permis aussi de nourrir et de concrétiser cet attachement déjà naissant pour le Québec. Et puis ensuite, ce sont un peu les événements, plus le goût que j'avais pour cet aspect de la relation entre la France et puis ce qu'avait été la Nouvelle-France aujourd'hui devenue le Québec, que dans mes différentes fonctions j'ai eu, j'ai eu la possibilité d'approfondir et de renforcer tous mes liens avec le Québec.
00:04:04	G. P. : Voilà, voilà. Et donc voyons maintenant vos souvenirs en tant qu'acteur de cette relation franco-québécoise. Et peut-être qu'on peut commencer ensuite par, en 1967 le voyage du général de Gaulle, et...
00:04:19	P.-A. W. : Oui effectivement. Alors comme je le disais à l'instant j'avais déjà un œil très très tourné vers tout ce qui se passait au Québec, alors qu'à l'époque au fond on en parlait assez peu et il se trouve qu'en 1967, j'entrais dans la vie administrative et un peu politique aussi et j'étais le chef de cabinet de Joël Le Theule, qui était à l'époque secrétaire d'État à l'information. Il appartenait lui à la famille gaulliste et donc par sentiment et par tradition il était également intéressé par ce qui se passait au Québec. Et à ce moment-là, c'est en 1967 donc que s'est passé cet événement du voyage du général de Gaulle, événement d'ailleurs pas très bien compris à l'époque en France, notamment par le monde politique, le monde médiatique qui n'avait pas beaucoup de connaissances de la question et qui avait trouvé surprenantes et même un peu dérangeantes on peut dire, les déclarations du général de Gaulle, notamment à Montréal « Vive le Québec libre ! »
00:05:36	G. P. : Oui, mais est-ce que, avant d'évoquer le « Vive le Québec libre », est-ce qu'il n'y avait pas eu quand même des annonces qui auraient dû alerter...
00:05:45	P.-A. W. : Bien sûr. Effectivement peu de gens le savaient. On n'en parlait pas beaucoup mais effectivement on le sait maintenant très clairement, il suffisait de lire, il y a d'ailleurs dans les Chroniques diplomatiques tous les renseignements nécessaires sur les échanges qui avaient eu lieu dans les années qui ont précédé 1967. Le fait que le général de Gaulle avait reçu les responsables du gouvernement québécois de l'époque, Jean Lesage, etc. et que de toute façon sa conception était formée déjà depuis assez longtemps sans doute, mais l'opinion française n'était pas encore très... très bien informée.
00:06:25	G. P. : Et les médias non plus.

00:06:26	P.-A. W. : Et les médias non plus. Les médias avaient même eu des réactions assez désagréables à l'égard du général de Gaulle. Ils disaient que peut-être il avait été un peu fatigué dans ce voyage et que c'est pour cela qu'il avait tenu ces propos. D'autres disaient : « Il a été sans doute un peu influencé par l'enthousiasme populaire sur la place de l'Hôtel de Ville à Montréal », etc. Toutes sortes...
00:06:50	G. P. : Oui, on se serait cru à la Libération. Voilà !
00:06:54	P.-A. W. : Oui, c'est ça, voilà. Exactement. Mais en fait, ça c'est la mousse qui entoure souvent les événements importants et on sait maintenant aujourd'hui que ce n'était pas du tout une improvisation, c'était dans la continuité de positions qu'il avait déjà préparées très sérieusement et tout à fait à l'avance. Donc c'est vrai que le voyage du général de Gaulle a servi de déclencheur quand même, dans l'opinion française, même parmi les responsables politiques qui ont commencé à s'intéresser de plus près à ce qui se passait au Québec.
00:07:27	G. P. : Alors je reviens un petit peu en arrière parce que vous m'avez parlé il n'y a pas longtemps de Jean Drapeau, que vous aviez peut-être rencontré avant.
00:07:36	P.-A. W. : Oui, oui à Troyes.
00:07:37	G. P. : Oui, on pourrait peut-être en dire un mot.
00:07:36	P.-A. W. : Ben oui quand il est venu à Troyes pour une cérémonie qui était justement à la mémoire de Marguerite Bourgeoys, il venait d'être élu maire de Montréal. Il a été élu pendant deux ans dans un premier mandat, je crois de 1960 à 1962 sauf erreur et il est revenu après une période où il avait été battu à une élection municipale. Il a été réélu maire en 64 et là il est resté 24 ans maire. Donc c'est devenu quelqu'un d'incontournable. À l'époque, quand je l'ai rencontré pour la première fois, ce n'était pas moi qu'il venait rencontrer évidemment, c'était mon père qui était préfet de l'Aube à l'époque, département dont Troyes est le chef-lieu et, mais j'avais été très... très séduit par le personnage qu'on a mieux connu après.
00:08:35	G. P. : Alors, il y a donc effectivement depuis le lancement de ce qu'on a appelé la Maison du Québec et donc c'est cette maison ici, qui est celle de la délégation, il y a eu un commencement et même un grand commencement de cette relation franco-québécoise de coopération et donc à partir de quand vous vous trouvez, comment dire mêlé, associé, à cette histoire de la coopération franco-québécoise ?

00:09:04	P.-A. W. : Alors là en fait c'est quelques années plus tard, quand je me suis retrouvé au cabinet du premier ministre Raymond Barre, donc ça nous amène dans les années 1960... Il a été nommé, Raymond Barre en 1976, premier ministre. Cette année-là d'ailleurs, René Lévesque et le Parti québécois ont gagné les élections législatives au Québec. Donc René Lévesque est devenu premier ministre et l'année qui a suivi même de peu, six mois après, il a fait son premier voyage officiel en France. Et donc Raymond Barre qui était son homologue côté français a eu à l'accueillir et ce voyage de René Lévesque dans la foulée de l'élection du Parti québécois avec comme thème déjà très clairement affiché la souveraineté, la conquête de la souveraineté, évidemment a suscité énormément d'attention, de sympathie dans beaucoup de milieux en France, tous les milieux qui connaissaient un peu la situation au Québec en tout cas. Et c'est un voyage qui a été très productif, notamment parce que c'est à l'occasion de ce voyage qu'a été décidée entre les deux premiers ministres et avec l'accord bien sûr du président de la République de l'époque, qui était Valéry Giscard d'Estaing, la création d'une coutume, enfin d'une habitude qui s'est toujours ensuite trouvée respectée, c'est les échanges, les voyages alternés de premiers ministres québécois et français, chaque année dans l'autre pays.
00:10:55	G. P. : D'accord.
00:10:55	P.-A. W. : Et donc cela a été, le courant est très bien passé d'ailleurs entre René Lévesque qui était un homme extrêmement direct mais chaleureux et Raymond Barre qui avait d'ailleurs de la sympathie pour le Québec, connaissait le Québec. Il était assez foncièrement gaulliste même s'il n'appartenait pas au parti gaulliste et par conséquent lui ça lui disait quelque chose, le voyage du général de Gaulle, le « Vive le Québec libre », ça ne l'avait pas choqué. C'était quelque chose qui lui paraissait tout à fait dans l'ordre des choses.
00:11:28	G.P. : Dans la logique. D'accord, D'accord.
00:11:28	P.-A. W. : Donc, le voyage s'est très bien passé et dès la fin du voyage de René Lévesque à Paris, a été décidé que l'année suivante, c'est le premier ministre français, donc Raymond Barre qui irait à Québec. Traditionnellement ça a été toujours suivi, ça. Il y avait une escale, une première partie du voyage à Ottawa, pour sauver quand même les règles protocolaires, passer à la capitale fédérale et ensuite le voyage officiel principal, évidemment beaucoup plus populaire, était au Québec. Ça a commencé donc en 1979.
00:12:12	G. P. : D'accord. Donc vous faites allusion là au voyage de Raymond Barre au Canada.
00:12:15	P.-A. W. : Oui, oui, au Canada et au Québec, oui, on distinguait toujours les deux. E ça continue d'ailleurs.
00:12:23	G. P. : Ça continue. D'accord. Bon, alors donc quelle impression vous a laissée, c'était le premier, enfin ce premier voyage là ?

00:12:31	<p>P.-A. W. : Oui, ce qui était le plus frappant si vous voulez, c'est que à cette époque-là, la... comment dirais-je, la montée en puissance du courant souverainiste au Québec, poussé d'ailleurs par l'énergie que mettaient René Lévesque et toute son équipe, tout son gouvernement, pour faire progresser cette idée, avait créé des tensions extrêmement fortes avec le gouvernement fédéral. Et on a assisté durant toute cette période à une sorte de bataille entre deux... comment dirais-je... deux politiques, deux approches de l'organisation du Canada et du Québec et aussi, deux hommes qui portaient chacun une thèse. D'un côté Pierre Elliott-Trudeau, premier ministre du Canada, libéral, de l'autre côté René Lévesque, Parti québécois, attaché donc à l'indépendance on peut dire, indépendance, il a ensuite dit souveraineté-association c'est-à-dire qu'il ne récusait pas l'idée qu'il faudrait bien que le Québec trouve, même un Québec souverain, trouve des accords avec le Canada, le reste du Canada. Mais à cette époque-là, les positions étaient extrêmement tranchées. Les tensions étaient elles-mêmes extrêmement fortes et il se trouve comme j'ai été chargé par Raymond Barre des affaires concernant le Québec à son cabinet, j'étais son chef de cabinet, je n'aurais pas dû normalement m'occuper d'une affaire qui n'était pas strictement franco-française, mais Raymond Barre avait choisi ça. J'ai donc participé de très près à l'organisation du voyage de Raymond Barre au Canada et au Québec. Ça se faisait en concertation avec, d'une part l'ambassade du Canada à Paris, d'autre part la Délégation générale du Québec à Paris, et bien entendu derrière ça il y avait les ministères des Affaires étrangères des deux côtés. Et des trois côtés puisqu'il y avait le ministère des Affaires étrangères français aussi. Et en fait la mise au point du programme même du premier ministre a été extrêmement difficile, parce que chaque délégation québécoise ou fédérale imposait des exigences, voulait un peu plus que les autres, etc. Il a fallu, plusieurs fois on a pensé qu'on n'arriverait pas à le faire. Que il allait falloir y renoncer parce que on n'arrivait pas à obtenir un accord des deux parties, sur la façon dont devait se dérouler le voyage d'un côté et de l'autre.</p>
00:15:12	<p>G. P. : Et vous pouvez donner un exemple précis, plus près ?</p>
00:15:16	<p>P.-A. W. : Ça tournait si vous voulez à l'obsession, par exemple ça tenait au minutage.</p>
00:15:16	<p>G. P. : Ah oui !</p>

00:15:17	<p>P.-A. W. : S'il allait à tel endroit ou pour un dépôt de gerbe, ça devait être comme ci et comme ça, ça prendrait tant de minutes et de l'autre côté il ne fallait pas que ce soit plus ni moins. S'il devait faire des visites en dehors de la capitale, comment ce serait, etc. Donc ça a été en fait une discussion pied à pied sur chaque détail et par conséquent, quand le voyage a commencé, on était quand même assez inquiets. On s'est dit que dans ce climat de tension et de suspicion et d'agressivité entre les deux parties en face de nous, on risquait d'avoir des incidents à tout moment. Alors des incidents, en fait, on a failli en avoir... une série mais enfin, je me souviens de deux en particulier : l'un s'est passé à Ottawa ou à la fin de la première partie du voyage donc qui concernait la partie fédérale, à Ottawa. Il y avait une conférence de presse des deux premiers ministres, d'un côté Pierre Elliott Trudeau, de l'autre côté Raymond Barre et après les déclarations que chacun a faites, ce sont les journalistes qui posaient des questions. Et la question à laquelle on s'attendait évidemment, mais qui est survenue d'une manière un peu différente de ce qu'on pouvait imaginer, a été posée par un journaliste canadien au premier ministre Raymond Barre sur quelle est l'attitude de la France vis-à-vis de l'aspiration du Québec à l'indépendance, etc. Et tout ça avec Trudeau à ses côtés. Évidemment il fallait peser ses mots.</p>
00:17:13	G. P. : Oui.

00:17:13

P.-A. W. : Et donc Raymond Barre, qui était un homme qui savait quand il le fallait prendre son temps, a laissé passer un certain temps. Ça nous a paru un peu long à vrai dire, moi qui étais là tout près. Je me suis dit mais s'il ne répond pas, est-ce que c'est par hasard qu'il est très embarrassé, qu'il ne sait pas quoi répondre ? En réalité il était en train de peaufiner soigneusement sa réponse, de telle sorte qu'elle ne puisse pas être mal interprétée, ni être désagréable pour son voisin, le premier ministre canadien, ni non plus décourageante pour les Québécois. Je ne me souviens plus la phrase mais quand il a enfin pris la parole, ça a duré sans doute 45 secondes, mais quand on a un silence total ça paraît très très long. Et finalement il a, tout le monde a respiré, parce qu'il avait trouvé une formulation qui permettait, sans rien renoncer, sans renoncer à rien, plutôt, de ne pas créer d'incident diplomatique à ce moment-là. Et le deuxième incident si j'ose dire, c'est tout à fait à la fin du voyage aussi de la partie québécoise, au moment où à la fin de ce voyage, qui se terminait à Montréal, après avoir été à Québec et dans plusieurs, plusieurs étapes un peu partout au Québec, c'était à Montréal où Raymond Barre devait reprendre l'avion pour Paris. Un avion du gouvernement français qui était installé et qui était positionné à l'aéroport international de Mirabel à l'époque, qui avait été peu de temps avant inauguré et c'est là que les vols internationaux se posaient. Il y avait un dernier entretien entre René Lévesque et Raymond Barre dans un endroit, dans un grand hôtel de Montréal et on devait partir en fin d'après-midi, parce qu'avec le décalage horaire il fallait compter que, c'était un mardi soir, je me souviens très bien parce qu'il y avait le lendemain matin mercredi comme tous les mercredis, Conseil des ministres, à 9 heures et demie, à l'époque, c'était, et il fallait qu'on calcule le temps de départ pour que le premier ministre français puisse arriver à Paris, avoir le temps de passer se changer et prendre ses dossiers pour le Conseil des ministres et rejoindre le Conseil des ministres à l'heure. Et l'entretien final avec René Lévesque se prolongeait. On avait, ça avait déjà mordu dix minutes, un quart d'heure. Je me suis inquiété, moi le chef de cabinet, étant là pour veiller à ce que les horaires soient respectés, je me suis un petit peu inquiété, j'ai été aux nouvelles et on m'a dit : « Ah mais c'est pas grave il y a juste un petit décalage en fait, simplement que l'avion a un petit problème technique mais qui est sans gravité, qui va être réparé dans les minutes qui viennent », bon. Il se passe encore 10 minutes, sans aucune nouvelle et là je décide d'entrer dans le salon où étaient en discussion Raymond Barre avec René Lévesque. Et là je découvre, parce qu'ils me le disent que, en réalité il n'y a pas du tout d'incident technique dans l'avion. C'est simplement que le gouvernement fédéral a décidé que l'aéroport de Mirabel étant fédéral, comme tous les aéroports internationaux au Canada, ça n'est pas le premier ministre québécois qui doit raccompagner le premier ministre français, c'est le ministre des Transports du Canada. Et évidemment René Lévesque avait dit que jamais ça ne se passerait comme ça. Et pendant ce temps-là, le temps s'écoulait si j'ose dire. Finalement nous avons, René Lévesque a décidé d'aller malgré tout à l'aéroport de Mirabel. Nous sommes donc partis en cortège, arrivés à l'aéroport de Mirabel, qui n'est pas tout à côté quand même, on avait déjà un peu de retard, sur l'horaire initial et il y a eu encore des discussions extrêmement tendues entre les Québécois et les fédéraux, le premier ministre québécois n'entendant absolument pas laisser sa place. Et on a donc assisté avec stupéfaction, dans un grand

	hangar où il y avait la garde royale, comment s'appelle la garde de, la Gendarmerie royale du Canada, en grand uniforme, qui était rangée tout autour avec une musique, un petit podium au milieu qui était prévu pour l'hôte et son accompagnateur. Et on a vu Raymond Barre debout sur ce podium avec à côté de lui René Lévesque, la musique jouant l'hymne <i>Ô Canada</i> et René Lévesque les bras croisés, rigolard, ne respectant absolument pas, exprès d'ailleurs, par provocation. Enfin, on est arrivés à Paris, le lendemain, sachant que le premier ministre n'aurait pas le temps de passer se changer, qu'il fallait qu'on lui apporte son dossier directement à l'Élysée. Et le lendemain, dans le <i>Figaro</i> , Jacques Faizant, le dessinateur à l'époque extrêmement populaire, avait fait un dessin qui résumait très bien la situation. On voyait Barre, sortant d'un avion et levant les bras et criant : « Vive Raymond Barre libre ! ».
00:22:46	G. P. : Ah oui.
00:22:46	P.-A. W. : Voilà, ça montrait l'état de tension, l'état de tension politique, en fait.
00:22:50	G. P. : Voilà quelques anecdotes intéressantes, mais qui me conduisent aussi à vous poser des questions au fond sur l'environnement général. C'est-à-dire là on sent une volonté politique
00:22:59	P.-A. W. : Oui, oui.
00:22:59	G. P. : du gouvernement. Mais quelles sont les réactions des parlementaires ? Quelle est la position des journalistes ? Qu'est-ce qu'on en dit à l'époque ?
00:23:10	P.-A. W. : Écoutez, tous ces événements et cette tension ont intéressé quand même de plus en plus de gens. Moi à l'époque je n'étais pas du tout encore dans la vie politique moi-même, mais j'étais en contact avec les élus et les parlementaires en particulier et ils suivaient de très près ce qui se passait, ils étaient très intéressés, ils avaient très envie d'aller voir et donc j'ai même eu l'occasion dans ces années-là, je crois en 79 je pense, à la demande d'ailleurs de l'ambassade du Canada à Paris, d'organiser un voyage d'un groupe de jeunes parlementaires, de la majorité, 7 ou 8 à peu près, qui ont fait et ils m'ont invité à les accompagner, donc j'ai fait aussi avec eux, un voyage découverte de l'ensemble du Canada d'ailleurs, en commençant par la Colombie-Britannique et en revenant ensuite vers les provinces de l'Est et en particulier le Québec. C'était très intéressant à tous égards. On a vu à l'époque tous les gouvernements des différentes provinces et beaucoup de contacts aussi avec les milieux économiques, etc. Et là aussi on était quand même dans une période de très grande tension. C'était encore avant le référendum, mais on s'approchait du référendum. Il y avait donc une mobilisation,
00:24:29	G. P. : Très forte.
00:24:30	P.-A. W. : une sorte de précampagne électorale et on a eu aussi en passant à Ottawa des surprises, parce que, ayant appris que ce groupe de jeunes parlementaires français sillonnaient le Canada à ce moment-là, les médias et du coup un parlementaire fédéral canadien avait...
00:24:58	G. P. : Vous étiez invité.



00:24:59	P.-A. W. : J'étais invité, oui. J'ai accompagné, j'ai un peu piloté le voyage. Le premier ministre Trudeau a été interpellé à la Chambre des communes à Ottawa, sur le thème : « Mais monsieur le premier ministre, on apprend qu'un groupe d'hommes politiques français sont en train de circuler au Canada, tout cela est extrêmement louche, c'est inadmissible. On vous demande des explications, etc. » Et Trudeau ne sachant pas de quoi il s'agit, c'est normal, c'est pas un événement considérable, a répondu que oui oui c'était effectivement très surprenant et très choquant et qu'il allait s'informer et prendre des mesures, etc. Moyennant quoi nous sommes arrivés à l'aéroport pour découvrir que cette affaire avait pris des dimensions d'incident diplomatique, jusqu'au moment où on a fait une mise au point et que Trudeau a découvert que c'est en fait son ambassade à Paris qui avait très officiellement organisé ce voyage, qu'on était donc les invités du gouvernement canadien et non pas des espions en train de sillonner le Canada de manière dissimulée. C'est dire.
00:26:10	G. P. : Bon, il y avait encore donc une certaine méfiance.
00:26:14	P.-A. W. : Il y avait une très grosse méfiance, vraiment une très grosse méfiance. D'abord une très grosse tension entre le Québec et le reste du Canada, notamment le gouvernement fédéral parce que, dans les provinces de l'Ouest, en Colombie-Britannique, etc. le Québec leur apparaissait comme quelque chose de très lointain.
00:26:36	G. P. : Oui, oui, oui.
00:26:36	P.-A. W. : Une autre fois, un peu plus tard, j'étais retourné quand j'étais moi-même parlementaire, j'étais retourné dans le cadre de l'assemblée de la Francophonie, à une assemblée générale qui se tenait justement en Colombie-Britannique. Il y avait une délégation québécoise. Et en fait j'ai vu et entendu de mes oreilles les habitants... les Canadiens habitant en Colombie-Britannique, dont quasiment très peu parlaient français évidemment, et qui prenaient les Québécois pour des Français.
00:27:08	G. P. : Ah oui ! Ah oui !
00:27:09	P.-A. W. : Oui vous, alors vous venez d'où en France ? C'est vous dire on est très loin, à tous égards, ils étaient très loin les uns des autres.
00:27:17	G. P. : Vous savez, à Montréal on est à mi-chemin entre Vancouver et Paris.
00:27:21	P.-A. W. : Oui c'est ça, voilà ! Donc c'est un peu un autre monde, tout à fait ! Donc en réalité il y avait donc des tensions très fortes Québec - fédéral et du coup la France était quand même constamment soupçonnée de manipuler derrière tout ça, oui, d'avoir une stratégie de déstabilisation du Canada en fait. Donc ça expliquait beaucoup cette crispation. Le fait que tout était immédiatement interprété, il fallait faire très attention. On se méfiait, chacun se méfiait de l'autre.
00:27:57	G. P. : Alors vous venez d'évoquer le référendum de 1980. Alors on pourrait peut-être en dire quelques mots.
00:28:04	P.-A. W. : Oui ben il arrivait au point culminant évidemment de cette tension, de cette campagne. Il a donné un résultat évidemment qui n'était pas du tout celui qu'espéraient René Lévesque et les péquistes, puisque en fait le oui n'a fait guère plus de 40 pour cent.
00:28:28	G. P. : Oui, oui, oui.

00:28:29	P.-A. W. : Donc on était quand même loin du compte, oui. Évidemment, René Lévesque et toute son équipe, au gouvernement, etc., ont été quand même très déçus par le résultat. Néanmoins, pas découragés pour autant, si bien que René Lévesque n'a pas démissionné d'ailleurs à la suite de ce référendum. Il y a eu un remaniement du gouvernement, mais il est resté premier ministre jusqu'en 1985, donc encore presque cinq ans après le référendum. Mais sur le moment, en France, tous les Français quelles que soient leur fonction et leur position, qui s'étaient pris de passion pour le Québec, ont été eux aussi déçus, il faut le dire parce que ils avaient l'impression que c'était au fond la lutte pour l'identité québécoise qui venait de rater une occasion en fait. Mais enfin bon, l'affaire est repartie, le gouvernement français, lui, a changé en profondeur puisque on est arrivés très vite en 80, à l'élection présidentielle et l'élection donc de François Mitterrand remplaçant Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre redevenant un député, simplement. Néanmoins les contacts sont restés très... très étroits.
00:30:00	G. P. : Bien que on passait de la gauche, enfin de la droite à la gauche plutôt,
00:30:02	P.-A. W. : Oui, disons donc.
00:30:05	G. P. : mais on peut peut-être signaler que en ce qui concerne justement Valéry Giscard d'Estaing, il y avait une sensibilité due à son passé.
00:30:13	P.-A. W. : Oui c'est vrai. Ça s'est manifesté ça à l'occasion d'ailleurs d'un problème qui n'était pas seulement québécois, c'était le projet de réunir pour la première fois un sommet des chefs d'État des pays de la Francophonie. C'était une idée qu'avait poussée, enfin c'était à l'époque, Richard Senghor...
00:30:36	G. P. : Oui !
00:30:37	P.-A. W. : Oui... pas Richard.
00:30:37	G. P. : Pas Richard, excusez-moi.
00:30:45	P.-A. W. : Léopold Sédar Senghor, qui était à l'origine de cette idée, mais qu'avait reprise Giscard, d'organiser ce sommet des chefs d'États pour lancer sur le plan international et politiquement d'ailleurs, la francophonie. Simplement ça a buté très vite, quand les discussions ont commencé, avec l'opposition de Trudeau, qui ne voulait pas que le Québec puisse siéger à cette occasion comme, autour de la table, comme si c'était un pays souverain. Et du coup Giscard n'a jamais accepté de capituler. Et en fait c'est pour ça d'ailleurs qu'il n'y a pas eu du coup de Sommet de la Francophonie sous Giscard. La même question s'est posée immédiatement à François Mitterrand, qui lui a succédé, et François Mitterrand a adopté la même attitude que Giscard. Donc on peut dire d'un certain point de vue que même si chacun avait son tempérament, certains plus d'enthousiasme et d'empathie pour le Québec, mais sur le fond des choses, il y a eu une continuité de la politique française à travers toute cette période-là. Que ce soit la droite ou la gauche.
00:31:59	G. P. : Ou la gauche.
00:32:00	P.-A. W. : Et le Sommet de la Francophonie pour terminer sur ce point, a fini par avoir lieu, le premier sommet qui s'est tenu à Paris, au moment où le gouvernement canadien, qui n'était d'ailleurs plus dirigé par Trudeau, a accepté que la délégation québécoise siège comme gouvernement participant, à cette Conférence des chefs d'État. Donc on peut dire, la transition s'est faite sans mettre en cause du tout la relation particulière entre le Québec et la France en dépit des apparences.

00:32:36	G. P. : Alors, en 1982, un peu après l'arrivée de François Mitterrand je crois que vous faites un voyage avec Raymond Barre.
00:32:45	P.-A. W. : Oui, oui c'est vrai.
00:32:46	G. P. : Et donc comment ça s'est passé, dans quelle ambiance ?
00:32:48	P.-A. W. : Bien. En fait c'était la suite, mais avec un peu de décalage, c'était la suite du voyage officiel que Raymond Barre avait fait au Québec et au cours duquel évidemment les manifestations, les séances de travail, les visites, etc. vous empêchent complètement de découvrir le pays. Et René Lévesque avait dit à Raymond Barre : « Écoutez Raymond si vous voulez bien, quand vous ne serez plus premier ministre, je vous inviterai avec Mme Barre, pour venir visiter un peu notre pays. » C'est bien ce qu'il a fait d'ailleurs en 1982. Un beau jour j'ai reçu, je continuais à m'occuper à titre personnel, à titre privé, du secrétariat de Raymond Barre, et j'ai reçu un coup de téléphone me disant que le premier ministre René Lévesque confirmait son invitation, etc. Et du coup, monsieur et madame Barre, mais accompagnés de mon épouse et de moi, donc tous les quatre, nous sommes partis pour faire un voyage d'une semaine à peu près au Québec. On a vu bien sûr tranquillement, de manière privée, puis sans le protocole et avec beaucoup plus de temps et de manière beaucoup plus détendue, René Lévesque et son épouse, Jacques Parizeau et la sienne, Jacques Parizeau qui nous a fait visiter les installations gigantesques, très spectaculaires de la Baie-James, etc. Donc...
00:34:14	G. P. : Vous pouvez nous dire quelques mots sur Jacques Parizeau ?
00:34:16	P.-A. W. : Ah oui oui ! Jacques Parizeau, qu'on retrouvera plus tard parce qu'il est devenu premier ministre à son tour, mais à l'époque il était ministre des Finances du Québec. C'était un très bon économiste et il avait d'ailleurs avec Raymond Barre, qui lui-même était un économiste, ils avaient des tas de points de comparaison et de centres d'intérêts communs.
00:34:37	G. P. : de convergence.
00:34:40	P.-A. W. : Oui de convergence. C'était un homme extrêmement... à la fois, qui avait une forte volonté et une grande capacité de travail, mais extrêmement sympathique, ayant toujours beaucoup d'humour, un très bon compagnon de voyage aussi.
00:34:55	G. P. : Oui d'accord. Et un peu plus tard, un peu plus tard je crois que vous avez rencontré Pierre-Marc Johnson.

00:35:00	P.-A. W. : Oui alors. Après si vous voulez, bon, les contacts ayant été établis, ils se sont prolongés, que ce soit à l'époque où Barre était premier ministre ou même quand il était, après, un homme politique de l'opposition, rapidement un homme politique assez important, parce que il est apparu très vite à partir des années 82 justement, que il était un de ceux qui pouvaient être candidat valablement à l'élection présidentielle suivante, celle de 88. Donc il jouait un rôle quand même assez important, d'influence, les médias le suivaient de très près. Mais quelles que soient les circonstances, les contacts étaient établis maintenant, bien établis avec tous les gens de l'équipe au pouvoir au Québec. Moi j'avais noué des relations d'amitié avec par exemple Louise Beaudoin, lors du voyage officiel de Raymond Barre au Québec. Donc on est restés toujours en relation, Jacques-Yvan Morin, Jacques Parizeau et ainsi de suite. Donc quand il y a eu un changement, quand, comment dirais-je, René Lévesque a démissionné de ses fonctions en 85, parce qu'il y avait beaucoup de tensions internes au sein du Parti québécois et il était un peu amer de tout ça, c'est Pierre-Marc Johnson qui l'a remplacé pour un an, même pas, pour six mois. Et bien sûr on est restés en contact avec lui comme avec ses successeurs, qui étaient Bouchard, puis ensuite... Landry.
00:36:37	G. P. : Oui. Bernard Landry.
00:36:37	P.-A. W. : Le premier ministre, oui, Bernard Landry, oui. Donc voilà, c'est,
00:36:42	G. P. : Donc on pourrait dire qu'il y a comme un tournant là dans cette histoire, pour vous.
00:36:48	P.-A. W. : Ben, Oui !
00:36:48	G. P. : C'est aussi une nouvelle période, je crois que vous devenez député.
00:36:54	P.-A. W. : Oui, alors ça, effectivement en 86, oui, vous avez raison. En 86, j'ai été candidat, oui.
00:36:54	G. P. : Et alors, est-ce que cela fait que vous êtes, si vous permettez, vous êtes un peu éloigné de cette relation avec le Québec ?

00:37:07	<p>P.-A. W. : Non non non pas vraiment, parce que effectivement j'ai été élu député de l'Essonne en 1986. Donc tout ça c'était quand même à la même période et j'ai immédiatement, ça ne vous surprendra sans doute pas, fait partie du groupe d'amitié France-Québec. Dont je suis devenu président deux ans après, mais enfin j'y ai travaillé, j'étais quand même parmi ceux qui étaient les plus branchés si j'ose dire, sur le Québec, à l'Assemblée nationale, donc je me suis beaucoup impliqué là-dedans. Je suis devenu président du groupe d'amitié et je le suis resté pendant neuf ans, quelles que soient les alternances d'ailleurs, que ce soit la gauche ou la droite, j'ai toujours pu continuer à présider ce groupe, qui était le groupe le plus important, le plus nombreux, à l'Assemblée nationale, qui avait d'ailleurs un statut particulier parce qu'on avait obtenu de l'Assemblée nationale qu'il ait une cellule permanente, une commission mixte franco-québécoise permanente, qui permettait d'organiser du travail en commun avec l'Assemblée nationale québécoise. C'était très facile parce que on utilise évidemment la même langue et que donc les échanges de documents, les discussions et les conversations, les travaux en commun, pouvaient être extrêmement productifs et ça ne manquait pas de sujets sur lesquels aussi bien les Québécois pouvaient s'intéresser à des expériences françaises et inversement nous, nous pouvions vouloir nous inspirer d'un certain nombre d'initiatives québécoises. Donc ça a été un moment où moi j'ai été à l'époque au moins deux fois, si ce n'est pas trois fois au Québec. On avait autant de nos collègues québécois qui venaient et on a fait énormément de travail extrêmement productif.</p>
00:39:02	<p>G. P. : Alors on peut donner peut-être quelques exemples de travaux qui ont été réalisés à cette époque ?</p>
00:39:08	<p>P.-A. W. : Oui alors il y a eu beaucoup de sujets par exemple, déjà à ce moment-là il y avait la préoccupation de l'environnement, on disait ça, et on appelait ça l'environnement, pas encore l'écologie, mais il y avait aussi les questions énergétiques. Bon le Québec a une histoire très intéressante en matière d'industrie, de production électrique par voie hydraulique. Nous aussi en France, de notre côté, mais on a en plus l'industrie nucléaire, l'électricité nucléaire. Il y avait donc beaucoup de sujets sur lesquels on avait à échanger, à comparer et à s'inspirer de décisions, de législation de l'autre pays. Mais pour prendre d'autres exemples plutôt tournés vers la vie quotidienne, les Québécois par exemple, je me souviens très bien, se préoccupaient beaucoup de leur courbe démographique. Il n'y avait pas assez de, le taux de natalité était trop bas. Pour eux c'est vital, au Québec le taux de natalité. Et nous en France on avait au contraire un taux de natalité nettement supérieur. Les Québécois voulaient savoir pourquoi et comment ils pouvaient...</p>
00:40:18	<p>G. P. : Comment on faisait.</p>

00:40:19	P.-A. W. : Voilà. En réalité on a donc beaucoup travaillé ensemble sur le système français d'allocations familiales, les maternelles, les écoles maternelles ouvertes très tôt pour les jeunes enfants, ce qui n'existait pas du tout au Québec et ils se sont inspirés de la législation française et de la politique française en matière de natalité et de famille. De même, dans l'autre sens on peut dire, que pour lutter contre un certain nombre de scandales comme il en était arrivé un certain nombre, en matière de financement de la vie politique, en France il y a eu des lois qui ont commencé à être élaborées, discutées, votées et ces lois se sont largement inspirées des exemples québécois. Le Québec était très en avance dans ce domaine, un peu comme les pays scandinaves d'ailleurs et par conséquent, quand on a élaboré ces textes à l'Assemblée nationale et au Sénat, en tout cas pour l'Assemblée nationale je m'en souviens bien parce que j'étais moi-même un des députés qui ont beaucoup travaillé sur ces textes. Nous avons, j'avais distribué la législation québécoise, qu'on avait sous les yeux au moment où nous étions en train de voter et de discuter et d'amender les propositions de lois à adopter en France. Voilà, ce sont des exemples parmi beaucoup d'autres, qui ont nourri complètement les travaux de ce groupe d'amitié.
00:41:45	G. P. : Comme quoi un homme convaincu comme vous l'étiez, a pu jouer une action, jouer un rôle important dans cette relation franco-québécoise avec le contact que vous aviez au sein de l'Assemblée nationale, etc.
00:42:00	P.-A. W. : Oui vous savez on dit quelquefois qu'il n'y a pas d'amour sans preuve d'amour et je crois que quand on... Quand on tient à la relation avec le Québec, quand on est Français et qu'on tient à la relation avec le Québec, ben il faut le concrétiser aussi. Pas seulement des belles paroles mais aussi des actes.
00:42:22	G. P. : Oui, oui oui. Alors donc c'est cinq années très intenses finalement qui vous conduisent à intervenir dans de nombreux domaines au sein de l'Assemblée nationale et on arrive à peu près là à l'arrivée de Jacques Parizeau si je comprends bien.
00:42:35	P.-A. W. : Oui, c'est vrai.
00:42:36	G. P. : On en a dit un mot, mais on peut peut-être en dire un autre mot sur son projet de référendum, etc.
00:42:43	P.-A. W. : Oui. Ça vaut la peine d'en parler parce que c'est d'abord, c'est le second référendum sur la souveraineté. À vrai dire il était même plus clair que celui de 1980. Celui de 1980 consistait à demander aux Québécois s'ils autorisaient le gouvernement québécois à engager des discussions avec le gouvernement fédéral sur
00:43:10	G. P. : Une éventuelle...

00:43:13	P.-A. W. : une revue, enfin une modification du statut constitutionnel. Moyennant quoi ce serait soumis au peuple pour décision après, si un texte était élaboré, si un accord était conclu. Avec Jacques Parizeau, les choses ont été plus directes. C'était « Approuvez-vous la décision de la souveraineté-association proposée par le gouvernement québécois ? » Et là c'était par oui ou par non. Ça a été de nouveau donc, la période qui a précédé ce référendum-là, ce référendum a eu lieu en octobre 1995, donc tous les mois qui ont précédé étaient bien entendu complètement tournés vers cette échéance-là; très importante. Comme ça avait été le cas d'ailleurs pour René Lévesque un certain nombre d'années avant, Jacques Parizeau est venu en voyage officiel, il était premier ministre lui, là. Il a été élu premier ministre, le Parti québécois dont il était le chef a gagné les élections provinciales en 1994 et il est venu en 95, janvier 95, donc six mois après, en voyage officiel à Paris. À l'époque j'étais donc député, toujours président du groupe d'amitié France-Québec et aussi vice-président de l'Assemblée nationale et le président de l'Assemblée nationale était Philippe Séguin, qui lui aussi était, on était en parfaite harmonie
00:44:53	G. P. : Symbiose ?
00:43:10	P.-A. W. : si j'ose dire, sur le sujet québécois comme sur pas mal d'autres sujets, je dois dire. Et on a donc préparé ce voyage, la partie parlementaire si j'ose dire mais un peu au-delà d'ailleurs, ensemble. Et le voyage de Parizeau a été un grand moment à vrai dire. Beaucoup d'enthousiasme côté français je dois le dire, parce que l'homme était d'ailleurs assez rayonnant aussi. Les thèses québécoises étaient vraiment assez largement répandues en France. Il faut dire aussi que l'on quitte la politique un instant mais c'est très important dans la relation franco-québécoise. Les artistes québécois étaient devenus vraiment très nombreux à être adoptés par le public français. La plupart d'entre eux faisaient...
00:45:44	G. P. : Oui ! Chanteur, cinéma...
00:45:46	P.-A. W. : Voilà ! Chanteur, auteur de cinéma, etc. bon. Donc le Québec, l'image du Québec était très très porteuse. Donc c'est un grand enthousiasme qui a entouré ce voyage. On a fait des choses qui ne se font pas habituellement. Par exemple, à l'Assemblée nationale, on a rouvert la porte centrale qui donne sur la colonnade et sur la Seine donc, qui n'est jamais ouverte d'habitude, pour accueillir le premier ministre québécois. Il y a une plaque qui a été posée. Enfin, il y a eu énormément de gestes exprès pour, un peu exceptionnels.
00:46:23	G. P. : Symboliques.
00:46:24	P.-A. W. : Absolument. Toujours est-il que on a eu aussi en marge de ces cérémonies, à la demande d'ailleurs de Jacques Parizeau, des entretiens, cette fois-ci qui étaient des entretiens non officiels, mais très intéressants, parce que il se préoccupait beaucoup de mesurer la situation qui serait celle du Québec, si le oui l'emportait. Ce pour quoi il se battait évidemment. Mais en particulier il voulait s'assurer que la France allait reconnaître la décision et appuyer la demande du Québec d'être accueilli aux Nations unies.
00:47:07	G. P. : Et quelle était la position de la France ?

00:47:09	P.-A. W. : La France ne pouvait rien dire publiquement, tant que le référendum n'avait pas eu lieu. Mais il le savait très bien ça, qu'il ne fallait pas attendre une déclaration qui aurait été une rupture directe avec le Canada, mais il voulait savoir un peu les arrière-pensées et bon je pense qu'il a eu suffisamment confiance dans le fait que s'il y avait un oui, effectivement il pouvait compter sur le soutien de la France et de quelques autres pays, y compris dans le cadre de la Francophonie avec les partenaires africains, etc. Donc cette discussion un peu de stratégie internationale était vraiment tout à fait, tout à fait intéressante.
00:47:49	G. P. : Alors on sait que le oui ne l'a pas emporté.
00:47:51	P.-A. W. : Oui, de très peu.
00:47:52	G. P. : Quels sont vos...
00:47:54	P.-A. W. : De très peu là pour le coup, parce que là c'était presque 50/50.
00:47:58	G. P. : Oui, oui, oui.
00:47:58	P.-A. W. : Mais enfin ça n'a pas dépassé 50. Ça s'est arrêté un petit peu en dessous. Bon, là effectivement, aussitôt le résultat de l'élection connu, Jacques Parizeau a démissionné.
00:48:12	G. P. : Oui.
00:48:12	P.-A. W. : Il a considéré que c'était vraiment pour ça qu'il s'était engagé, dans la mesure où ça n'avait pas marché, il en tirait les conséquences. Il a donc été... Il a donc été remplacé, comme je le disais tout à l'heure, par Lucien Bouchard d'abord, que je connaissais aussi bien sûr comme beaucoup, il connaissait beaucoup de gens en France aussi. Ça a été vraiment un homme de grande qualité aussi, moins expansif peut-être que Jacques Parizeau, mais un homme, vraiment un homme d'État. Et puis il a été quand même premier ministre pendant cinq ans et ensuite ça a été Bernard Landry. Donc on est restés toujours dans la ligne, le Parti québécois est resté au pouvoir pendant toute cette longue période et son chef qui a été d'abord Parizeau, puis ensuite Bouchard, puis ensuite Landry, sont restés aux commandes du gouvernement québécois. Et en fait, pendant toute cette période, du coup la ligne politique générale de la relation entre la France et le Québec est restée assez constante. En fonction des moments et des hommes. Le langage n'est pas toujours strictement les mêmes mots. Il faut aussi se renouveler de temps en temps, mais la ligne générale était quand même tout du long, sur le fait que pour la France, le Québec est et doit être un partenaire particulier. Que la relation qu'il a avec le Québec, qu'elle a avec le Québec, doit être aussi particulière, les liens directs beaucoup plus approfondis qu'avec d'autres pays, etc. Ça, c'est resté une continuité pendant toute cette longue période en fait.
00:49:58	G. P. : Et j'aurais même tendance à dire et qui s'est continuée parce que ensuite on aura le départ donc du Parti québécois, mais c'est les libéraux qui prennent le pouvoir.
00:50:11	P.-A. W. : Oui.
00:50:11	G. P. : Et Jean Charest finalement, sans être partisan de l'indépendance, manifeste une certaine volonté d'autonomie.



00:50:18

P.-A. W. : Oui c'est tout à fait vrai. Alors vous avez raison. On l'a vu sur des sujets de fond par exemple pendant la période où c'était encore le Parti québécois qui était au pouvoir. Et par exemple je repense à la période des années 2002 - 2003, il y avait un grand débat qui était lancé, qui a d'ailleurs abouti à une victoire, pour obtenir la signature au niveau international, donc dans le cadre de l'Unesco, de la Convention internationale pour la diversité culturelle. Là c'était un projet sur lequel le gouvernement du Parti québécois était extrêmement engagé. Il se trouve que moi, à cette époque-là j'étais membre du gouvernement français comme ministre de la Coopération et de la Francophonie. Il se trouve aussi que mon interlocutrice à l'époque au sein du gouvernement québécois était Louise Beaudoin, qui était ministre des Relations internationales et de la Francophonie, qui était une combattante très très engagée dans cette bataille pour la Convention sur la diversité culturelle. Et donc on a beaucoup travaillé ensemble, ce qui était à la fois extrêmement efficace mais en même temps très agréable, parce que c'était devenu vraiment une amie très, très, très, très chère et le gouvernement de Jean Charest qui a pris la suite a tout à fait maintenu le cap sur ce sujet, qui est un sujet vraiment majeur, non seulement pour la France et le Québec, mais pour l'ensemble, non seulement de la Francophonie mais des autres peuples. L'idée c'est quand même que toutes les cultures méritent de pouvoir être respectées et que c'est une richesse pour l'humanité et qu'on ne doit pas faire l'uniformisation, etc. Et donc, on peut dire aussi que, en ce qui concerne les relations entre la France et le Québec, quelqu'un comme le premier ministre Jean Charest, qui en effet était le chef du Parti libéral, était très vigilant sur le respect par le gouvernement fédéral canadien de la particularité québécoise, de l'identité québécoise. Et j'ai eu l'occasion de raconter que, dans le cadre des visites alternées des premiers ministres, Jean-Pierre Raffarin qui était premier ministre de 2002 à 2005, dont j'étais moi le ministre de la Coopération et de la Francophonie, quand il est allé en visite officielle au Québec, d'abord au Canada d'abord à Ottawa comme c'est la tradition, il y a eu une première partie et une partie plus diplomatique qui se passe à la capitale fédérale et ensuite la partie plus sentimentale, plus... plus forte politiquement, c'est au Québec. Quand on est arrivés à l'aéroport de Québec venant de Montréal, le premier ministre Jean Charest, à la descente de l'avion m'a pris à part pendant que Jean-Pierre Raffarin saluait les personnalités à l'accueil et m'a dit qu'il avait besoin d'avoir un entretien de quelques minutes en petit comité avec Raffarin. C'est ce qui s'est passé avant d'aller retrouver, dans le hall d'entrée, la partie protocolaire, les discours d'usage, et il nous a dit que il avait appris qu'une fuite avait eu lieu venant de l'ambassade de France à Ottawa, révélant aux autorités fédérales le détail du programme que le gouvernement québécois avait préparé et il considérait que c'était inadmissible, que c'était absolument contraire à toutes les règles qui avaient toujours existé depuis le général de Gaulle d'ailleurs, qui font que le gouvernement français dialogue directement avec le gouvernement québécois, que il y a un consul général à Québec qui fait fonction d'ambassadeur en fait, qui communique directement avec le Quai d'Orsay sans passer par Ottawa et qu'il fallait donc, il tenait essentiellement à ce que ces pratiques soient respectées. Et depuis Québec, nous avons avec Jean-Pierre Raffarin rédigé un télégramme destiné au Quai d'Orsay et à tout le réseau diplomatique pour

	<p>officiellement rappeler la nécessité absolue de respecter ces règles qui avaient été fixées déjà depuis assez longtemps. C'est dire que, même si la sensibilité politique vis-à-vis de l'indépendance ou de la souveraineté n'était pas exactement la même quand il s'agit des libéraux ou des péquistes, le socle du respect des particularités du Québec est commun en fait à la classe politique québécoise d'une manière générale.</p>
00:55:39	<p>G. P. : Oui. Au fond on pourrait dire qu'en dépit de deux référendums qui ont échoué, il y a eu un progrès vers l'affirmation, je dirais de l'identité québécoise, qui fait que c'est peut-être une province, mais pas comme les autres, si je puis dire.</p>
00:55:55	<p>P.-A. W. : Oui ça c'est sûrement vrai, je dois dire que en tout cas c'était vrai jusqu'il y a quelques années. Alors là je ne parle plus maintenant des expériences liées aux affaires publiques aussi bien parlementaires, gouvernementales, etc. mais plutôt comme observateur attentif si vous voulez, de la situation au Québec. Le Québec est, comme tous les pays, comme la France aussi, confronté à la mondialisation. Ils ont quand même une situation géographique qui fait que ils sont frontaliers d'un très très grand voisin, qui est quand même une puissance économique à tous égards d'ailleurs, extrêmement forte, qui a une influence considérable et les modes de vie, les modes de pensée véhiculés par les États-Unis et par ce monde mondialisé ont aussi un effet sur la population et sur la jeunesse québécoise.</p>
00:57:00	<p>G. P. : On a pu lire d'ailleurs peut-être à tort mais justement j'aimerais avoir votre point de vue. On dit souvent aujourd'hui que les Québécois, ce sont des Américains francophones. C'est-à-dire qu'ils ont peut-être la langue française en commun avec nous, mais qu'il y a une autre culture.</p>
00:57:18	<p>P.-A. W. : Oui enfin, il y a du vrai dans cette appréciation, mais en même temps, indépendamment de la langue, je crois qu'il y a aussi une identité québécoise malgré tout, qui n'est pas que linguistique. C'est que, c'est quand même un peuple qui n'a pas tout à fait abandonné ses racines, qui sait d'où il vient malgré tout, qui est assez fier de lui, ce qui est bien d'ailleurs, qui a son histoire à lui et ça, ça n'a quand même pas disparu, du moins je n'ai pas le sentiment, et en tout cas je ne l'espère pas. Mais en tout cas, dans le monde d'aujourd'hui, si vous voulez, l'idée de la souveraineté est probablement moins forte au Québec qu'elle ne l'a été à certains moments, notamment quand il y a eu le deuxième référendum, aussi parce que, on le voit avec d'autres situations, je pense à l'Écosse, je pense à éventuellement la Catalogne n'est-ce pas ? Dans les pays développés, les opinions publiques, du moins une part importante de l'opinion publique, a peur du changement. Enfin en tout cas se laisse assez facilement impressionner par la menace de changement, dans le référendum...</p>
00:58:39	<p>G. P. : Sont ouverts à l'innovation beaucoup plus.</p>

00:58:42	P.-A. W. : Oui mais dans le référendum par exemple de Jacques Parizeau, la campagne massive qu'ont fait les partisans du non, essentiellement d'ailleurs soutenus massivement par le gouvernement fédéral, c'était sur le thème « Si vous votez pour la souveraineté, vous allez perdre vos retraites et le système social va couler. » C'était d'ailleurs assez faux mais ce genre de choses, ça fait peur aux gens qui sont un peu hésitants, qui se disent oui on sait ce qu'on a, ce n'est pas formidable mais quand même on ne veut pas prendre de risque. Et c'est ce qui au dernier moment fait que ça ne franchit pas la barre des 50 %. Et je trouve que par exemple ce qui s'est passé en Écosse est assez similaire. Il y avait, il y avait une vraie envie puis quand même au dernier moment il a manqué le petit quelque chose parce que c'est pareil. Accepter le risque, alors, René Lévesque parlait du beau risque mais accepter le risque, c'est quelquefois une chose qui est difficile dans des pays développés dont la moyenne d'âge est souvent assez élevée et où le chantage à la perte des avantages liés à la retraite et aux acquis sociaux fait toujours frémir.
00:59:57	G. P. : Voilà. On sait ce qu'on perd mais...
00:59:59	P.-A. W. : Voilà. Donc c'est un peu ça qui se passe, je crois aussi au Québec.
[01:00:03	G. P. : Je voudrais insister encore dans notre entretien sur votre rôle en tant que ministre de la Coopération et de la Francophonie. En quoi cette relation avec le Québec a été particulièrement importante pour vous et quels sont éventuellement quelques événements auxquels vous avez pu participer ?
[01:00:26	P.-A. W. : Il y a, oui, il y a plusieurs choses. Ce n'est pas, le mot de coopération est un mot qui permet une grande variété d'actions. Donc quand il s'agit de la coopération avec un pays qui est en voie de développement, qui a des besoins considérables, là c'est en fait de l'aide au développement. Ce n'est pas le cas évidemment dans nos relations avec le Québec qui est un pays tout aussi développé que la France. Mais en revanche on peut coopérer d'une autre manière. Par exemple je me souviens, quand j'étais au gouvernement chargé de ce ministère,
	Deuxième partie
00:00:00	P.-A. W. : avoir travaillé et d'ailleurs conclu un accord qui a, entre la France et le Québec directement, qui a permis de rénover et de développer l'Office franco-québécois pour la jeunesse. Il y a une nouvelle entente, puisqu'entre la France et le Québec, ça s'appelle des ententes en général ou des accords et donc on a été signer avec Raffarin d'ailleurs aussi à Québec le texte de cette entente. On a aussi à l'époque travaillé sur le rapprochement en matière de diplômes, les équivalences de diplômes universitaires, etc. Donc, il y a des sujets de ce genre-là qui sont de la coopération. Et puis il y a une autre forme de coopération, c'est travailler ensemble pour le développement de la Francophonie et le Québec est évidemment à l'intérieur de la Francophonie, de l'organisation de la Francophonie, un partenaire extrêmement dynamique parce que pour lui, c'est un espace, la Francophonie où il est reconnu comme un gouvernement. Donc ça lui donne une position d'État souverain pratiquement. Et donc on a beaucoup travaillé, je parlais tout à l'heure de la Convention sur la diversité culturelle, la Francophonie a été très mobilisée sur ce sujet-là mais la France avait un partenaire très actif. Je veux dire que le Canada fédéral a joué le jeu aussi mais pour pousser à la roue...

00:01:32	G. P. : Et quels ont été là vos efforts communs dans ce qui a été appelée la Convention internationale sur la diversité culturelle ?
00:01:41	P.-A. W. : Eh ben, il a fallu si vous voulez, la France était avec ses partenaires, moteur, c'est-à-dire que c'est elle qui avait demandé que cette convention soit élaborée, soit décidée. Et pour ça, il faut, comment dirais-je, partir d'une proposition, d'un texte,
00:02:00	G. P. : Bien oui, d'un texte, oui.
00:02:00	P.-A. W. : et le négociier et essayer de rallier le maximum de partenaires sur un document, sur un texte, que tout le monde peut approuver et voter.
00:02:12	G. P. : Et là, Français et Québécois ont travaillé ensemble.
00:02:14	P.-A. W. : Ah oui ! Extrêmement ! Et je dois dire très honnêtement que le gouvernement fédéral canadien s'est impliqué aussi.
00:02:20	G. P. : A joué le jeu.
00:02:20	P.-A. W. : Oui, oui. Donc là ça a très bien fonctionné. On a eu quelques autres partenaires y compris dans les non-francophones, il y a beaucoup de pays qui, bien que ne parlant pas français mais ils sont attachés à leur propre langue, à leur propre culture et qui étaient...
00:02:34	G. P. : Oui, qui étaient en fait un exemple.
00:02:35	P.-A. W. : Dans cette affaire-là, la seule opposition qu'on a rencontrée de bout en bout jusqu'à la fin, c'est les États-Unis. Les États-Unis, non pas pour des raisons de doctrine. Quand on discutait à l'époque, ils comprenaient très bien qu'on veuille défendre notre culture, nos langues etc. mais c'était essentiellement pour des raisons économiques. C'est-à-dire que la puissance américaine, la puissance des États-Unis sur la scène de l'industrie, du spectacle, des grands moyens de diffusion, de l'information et de la production télévisée, cinématographique, le livre etc. Tout ça pour eux, moins il y a de barrières, plus tout le monde parle la même langue et plus c'est rentable. Donc c'était essentiellement des soucis économiques. Et puis le poids des grands groupes américains sur les autorités américaines, ça joue aussi. Donc là c'est un domaine dans lequel il y avait un vrai travail international qui a été mené.
00:03:40	G. P. : Alors, à vous entendre, ce n'est pas la peine d'insister pour dire combien vous avez été un acteur actif, utile, important dans l'histoire de cette relation franco-québécoise.
00:03:51	P.-A. W. : Oui j'ai essayé et...
00:03:54	G. P. : J'ai la preuve et vous ne le disiez pas et j'aimerais que vous le disiez, c'est-à-dire que vous avez été décoré de l'Ordre national du Mérite.
00:04:04	P.-A. W. : Oui c'est vrai.
00:04:05	G. P. : Vous pouvez nous raconter un petit peu ?

00:04:06	<p>P.-A. W. : Oui c'est une chose qui m'a beaucoup touché parce que je n'y pensais pas du tout pour tout vous dire, évidemment. Mais en 2002 j'étais pris d'ailleurs par les élections, il y avait les élections législatives en France chez nous, j'étais candidat, etc. Donc ce n'est pas le moment où on peut se dire qu'on va faire des voyages et s'occuper d'autre chose que de son terrain, de ses électeurs etc. Et j'ai reçu quand même un coup de téléphone à cette période-là de Louise Beaudoin, qui était dans le gouvernement de Bernard Landry, ministre des Relations internationales donc, comme je le disais tout à l'heure et qui me disait que le Conseil des ministres avait décidé de nommer un certain nombre de personnes dans l'ordre national du Mérite du Québec et que j'en faisais partie. Et que je serais informé officiellement un peu plus tard et qu'il faudrait que je vienne me faire remettre cette décoration, que Bernard Landry tenait à le faire lui-même, etc. J'étais effectivement très très surpris, heureusement surpris et très ému et je suis allé alors un peu plus tard, une fois que les élections ont été passées, que j'étais devenu ministre de la Coopération. J'ai eu l'occasion d'aller pour des discussions d'ailleurs dont nous parlions juste avant, à Québec, enfin au Québec. Et Bernard Landry m'a effectivement remis cette décoration. J'en garde un souvenir très, très fort. C'était, bon, un petit peu protocolaire bien sûr, mais en même temps extrêmement chaleureux parce que c'est vrai qu'avec le temps j'ai fini par connaître beaucoup de gens et de me sentir en famille finalement au Québec. Et comme je l'ai dit dans mon discours en réponse à Bernard Landry et je le pense sincèrement, il y a... j'ai deux patries : il y a la patrie dans laquelle je suis né et où j'ai eu la chance de naître parce que je suis content d'être né en France, effectivement et je suis très attaché à la France. Mais il y a une patrie que j'ai choisie aussi et c'est le Québec. Le Québec est vraiment ma seconde patrie. Donc finalement je me sentais relativement en famille à cette occasion-là. Et après j'ai évidemment continué. Et c'est ainsi que nous nous sommes retrouvés d'ailleurs, Gilbert, parce que dans le cadre de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs, qu'on m'a invité à rejoindre, j'ai eu le plaisir de vous connaître et de travailler avec vous avant que vous ne me remplaciez.</p>
00:06:41	<p>G. P. : Avant d'évoquer cela, je voulais encore vous poser une question justement puisque vous y faites allusion, sur la Commission franco-québécoise, les souvenirs que vous en gardez, l'action importante que vous y avez menée, qu'est-ce qu'on peut en dire ?</p>

00:06:59	P.-A. W. : Ben, je pense qu'on peut en dire que, dans les différents volets de la relation franco-québécoise, il y a évidemment un volet tout à fait important, je dirais même essentiel, c'est le volet associatif, qui concerne différents secteurs de la vie nationale. Ça peut être le monde des échanges, par exemple entre des villes jumelées, des associations sportives, ça peut être des groupements culturels, ça peut être des associations qui réunissent un certain nombre d'universitaires ou de chercheurs, orientées vers la connaissance et la diffusion de la connaissance concernant la Nouvelle-France et toute l'histoire qui a mené au Québec d'aujourd'hui et c'est vraiment le cas de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs. Donc je pense que tout ce tissu de relations est vraiment important; au moins aussi important même peut-être plus, que les relations simplement intergouvernementales. Parce que ça donne de la chair, du contact direct entre les deux peuples en fait. Et moi j'ai trouvé qu'effectivement, le fait de vouloir fournir, enfin faire connaître en fait, c'est ça le but, le plus de choses sur l'histoire du Québec, l'histoire de la France et du Québec, leurs relations, toutes les traces qui existent chez nous en France et là-bas sur place, au Québec, de cette relation, des hommes et des femmes qui ont fait cette relation dans l'histoire, c'est extrêmement riche et tout à fait passionnant et c'est au fond ce que essaye de faire la Commission franco-québécoise. Donc voilà j'ai été très heureux de pouvoir y apporter à mon tour pendant six ans d'ailleurs finalement, ce que je pensais, et je n'ai pas quitté la Commission pour autant d'ailleurs. Il est de temps en temps nécessaire de renouveler un peu.
00:09:09	G. P. : Oui, oui, je sais combien vous suivez nos travaux et que vous êtes attentif à toutes les actions que nous menons à l'heure actuelle, et je tiens essentiellement à vous en remercier.
00:09:18	P.-A. W. : Non, mais écoutez, c'était vraiment... j'ai fait ça par vraie conviction, donc non, j'ai pas besoin d'être remercié, Gilbert.
00:09:31	G. P. : Ah si ! Parce que c'est pas moi seulement, mais c'est aussi toute la Commission qui sait que vous êtes un allié attentif et qui suivez nos travaux et pour nous c'est très important. Eh bien merci Pierre-André !
00:09:45	P.-A. W. : Merci à vous, merci beaucoup.
00:09:46	G. P. : Et puis donc, nous pourrions évoquer, enregistrer tous ces témoignages pour les archives nationales.
00:09:54	P.-A. W. : Ça me paraît effectivement intéressant et vivant en effet. Merci beaucoup en tout cas.
00:09:59	G. P. : Merci.